

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Édition N°1397 du Mardi 2 Décembre 2025 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTÉ

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

SCAN ME



LORS D'UNE SÉANCE PLÉNIÈRE



LE TEXTE DE LOI DE FINANCES 2026
PRÉSENTÉ AU CONSEIL DE LA NATION

P. 16

64^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'APS



UN SERVICE D'INFORMATION
EN LANGUE CHINOISE EST LANCÉ

P. 4

L'INTEROPÉRABILITÉ ÉLARGIE À 15 BANQUES EN 2026



L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE
LA RÉVOLUTION DU M-PAIEMENT

P. 6

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

P. 3

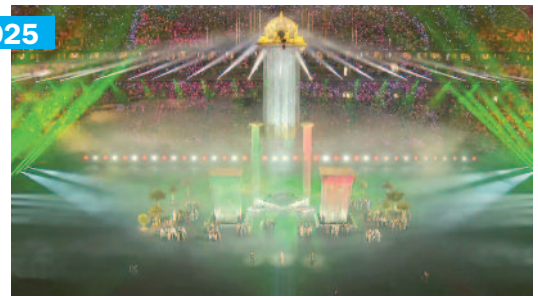
CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA COUPE ARABE FIFA 2025

UN SPECTACLE RICHE ET HAUT EN COULEUR

● ALGÉRIE - SOUDAN (J-1 À 13H)

LES VERTS FIN PRÊTS POUR DÉFENDRE LEUR TITRE

Pp. 13, 14 et 15



CONCRÉTISATION DES OBJECTIFS DE LA ZLECAF

Des experts et des professionnels du secteur maritime ont souligné que l'Algérie occupe une position stratégique pouvant lui permettre de contribuer à la concrétisation des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), à travers la connectivité du continent et le développement logistique régional, tout en garantissant la réduction des coûts de transport, notamment maritimes.

L'ALGÉRIE OCCUPE UNE POSITION MARITIME STRATÉGIQUE



● 1^{re} ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL MARITIME À ALGER (2 - 4 DÉCEMBRE)
40 EXPOSANTS NATIONAUX ET ÉTRANGERS AU RENDEZ-VOUS

P. 5

saviez-vous

DÉCLARATION DE PERTE À DISTANCE LES EXPLICATIONS DE LA DGSN

Une plateforme numérique a été mise à disposition en Algérie pour faire à distance une déclaration de perte des documents administratifs. Dans une vidéo publiée samedi dernier, la Direction générale de la Sûreté nationale explique la procédure à suivre pour l'effectuer.

« Un nouveau service numérique lancé par la Direction générale de la Sûreté nationale permet aux citoyens de déclarer la perte de leurs documents à distance, sans avoir besoin de se rendre au commissariat », précise la DGSN dans un communiqué accompagnant la vidéo.

« Accessible via le site officiel de la police algérienne (section des services), la plateforme offre une interface simple et flexible, permettant à l'utilisateur de saisir ses informations personnelles et d'enregistrer les détails du document perdu, puis de les confirmer (informations et données) à l'aide d'un code d'activation reçu par SMS sur son téléphone », explique la même source, soulignant que « dès le traitement des données, le déclarant recevra par courrier électronique un document signé électroniquement ».



TRAFFIC DE PASSAGERS EN AFRIQUE AIR ALGÉRIE DEVANCE ROYAL AIR MAROC ET MONTE SUR LE PODIUM

Le site Africa Facts Zone a rendu public son classement des compagnies aériennes africaines les plus importantes, se basant sur deux catégories majeures pour mesurer leur envergure, à savoir : la taille de la flotte et le volume de passagers transportés.

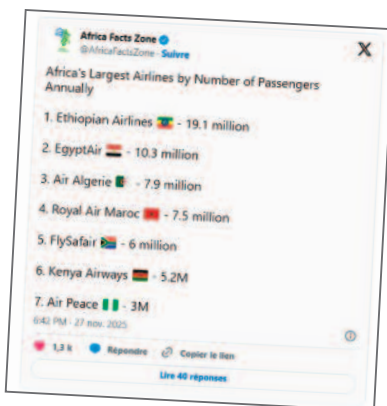
Air Algérie a réalisé une performance notable en se classant sur le podium africain des compagnies aériennes ayant transporté le plus de passagers. La compagnie aérienne nationale arrive en quatrième position quant au nombre d'avions composant sa flotte.

Cette position sur le podium met en évidence le rôle d'Air Algérie dans le secteur aérien africain, confirmant sa capacité à rivaliser avec des transporteurs établis.

Selon les données consolidées pour la période 2024/2025, s'appuyant notamment sur des rapports de l'Association des compagnies aériennes africaines (AFRAA), Air Algérie confirme sa position dans le top 3 des compagnies aériennes africaines en termes de trafic passagers annuel.

Avec 7.9 millions de voyageurs transportés, la compagnie algérienne se hisse au troisième rang du continent, se plaçant derrière Ethiopian Airlines (19 millions de passagers) et Egyptair (10.3 millions de passagers). Dans ce classement, Air Algérie dépasse la compagnie Royal Air Maroc qui se positionne juste derrière, avec un total de 7.5 millions de voyageurs transportés.

Le reste du top 7 des transporteurs africains se compose comme suit :



- 5^e place : FlySafair (Afrique du Sud) avec 6 millions de voyageurs ;
- 6^e place : Kenya Airways avec 5.2 millions de passagers ;
- 7^e place : Air Peace (Nigeria) avec 3 millions de passagers transportés.

LA FLOTTE D'AIR ALGÉRIE, 4^e PLUS GRANDE EN AFRIQUE

Air Algérie se positionne actuellement au quatrième rang des plus grandes compagnies aériennes en termes de taille de flotte, mais une commande stratégique majeure est prévue pour transformer sa puissance opérationnelle. Selon le deuxième classement d'Africa Facts Zone, Air Algérie occupe la 4^e place avec une flotte de 56 avions (composée d'appareils Airbus, Boeing et ATR).

Par ailleurs, les trois premières places sont dominées par :

- Ethiopian Airlines : 167 avions.
- Egyptair : 67 avions.
- Royal Air Maroc (RAM) : 60 avions.

Air Algérie a lancé un plan ambitieux de renforcement de sa flotte pour les années à venir, qui devrait considérablement modifier son classement continental. Ce plan prévoit l'acquisition de 18 nouveaux appareils : 10 Airbus A330-900neo et 8 Boeing 737-9 MAX.

M'SILA TROIS MORTS ET TROIS BLESSÉS DANS UN ACCIDENT DE LA CIRCULATION

Trois personnes sont mortes et trois autres ont été blessées dimanche soir dans un accident de la circulation survenu dans le territoire de la commune de Kheba, près de Bou Saâda (wilaya de M'Sila), a annoncé la Protection civile.

L'accident, qui a eu lieu sur le chemin de wilaya n°9, a impliqué un camion et une voiture qui se sont télescopés, faisant trois morts sur place dont l'âge varie entre 32 et 45 ans, et trois blessés à différents degrés de gravité âgés de 37 à 39 ans, selon la même source. Les corps des victimes ont été transportés à la morgue de l'hôpital Rezig-Bachir de Bou Saâda, tandis que les blessés ont été évacués également par la Protection civile vers la même structure hospitalière. Les services de sécurité territorialement compétents ont de leur côté ouvert une enquête sur cet accident.

SALON INTERNATIONAL POUR L'INDUSTRIE EN ALGÉRIE TENUE DE LA 4^e ÉDITION DU 2 AU 4 DÉCEMBRE À ALGER



La 4^e édition du Salon international pour l'industrie en Algérie "Sinaa Expo 2025" se tiendra du 2 au 4 décembre au Palais des expositions (Pins-

Maritimes, Alger), avec la participation de plus de 300 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué dimanche dernier les organisateurs.

Ce rendez-vous, qui représente "un espace stratégique pour accompagner la montée en puissance de l'industrie nationale", permettra d'exposer les dernières solutions en matière d'ingénierie, de maintenance, d'équipements mécaniques, électriques et électroniques, ainsi que de sous-traitance, a souligné Feriel Bachiri, responsable à l'agence Easyfairs, organisatrice de l'événement, lors d'une conférence de presse à Alger.

"Sinaa Expo 2025 intervient dans un contexte marqué par l'ambition nationale de renforcer l'industrie comme levier de diversification économique, et vise à offrir aux entreprises algériennes des opportunités concrètes d'accès à l'innovation et à de nouveaux partenariats", a-t-elle déclaré. En parallèle de Sinaa Expo se tiendra à la même période et au même endroit la 7^e édition du salon Secura Algeria, rassemblant 103 exposants spécialisés dans les technologies de sûreté, de sécurité industrielle, de prévention incendie, d'urgence, de cybersécurité et de santé au travail.

Ce salon vise à réunir fabricants, opérateurs, prestataires et institutions autour des défis de la sécurité et de la protection des infrastructures industrielles dans un contexte où la digitalisation multiplie les enjeux, explique Mme Bachiri.

Enfin, du 9 au 11 décembre aura lieu la première édition du salon Empack Algérie, consacré aux solutions d'emballage, de conditionnement, d'impression et de design industriel, avec la participation de 98 exposants.

Cette manifestation "intervient alors que de nombreuses entreprises nationales s'orientent vers l'exportation et doivent désormais répondre aux normes internationales de traçabilité, de conservation et de présentation des produits", explique-t-elle.

Des conférences, ateliers et rencontres B2B sont programmés en marge de ces trois salons, animés par des experts, représentants institutionnels et universitaires.

PERTURBATIONS SUR LE SITE WEB DE ALGER16

Le site du quotidien **Alger16** enregistre des perturbations ces derniers jours pour des raisons techniques. Des mesures sont prises pour une réparation rapide et efficace afin d'éviter que cela se reproduise. Le quotidien **Alger16** s'excuse auprès de ses lecteurs et annonceurs pour le désagrément occasionné.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

O. M.
Djaffar Chibab
Chekfat Meriem
Lazla Omar
Abir Menasria

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'édition
et de Publicité
Agence ANEP
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier M. Mahmoud Ali Youssef, président de la Commission de l'Union africaine, ainsi que la délégation qui l'accompagne. Étaient présents à cette rencontre M. Boualem Boualem, directeur du cabinet de la présidence de la République, M. Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre

des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Amar Aba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, et M. Mohamed Khaled, ambassadeur de l'Algérie à Addis-Abeba et représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Union africaine.



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES CRIMES COLONIAUX EN AFRIQUE UNE DÉMARCHE COMMUNE EST INÉVITABLE



Appelant à la solidarité continentale, le ministre angolais des Relations extérieures, M. Antonio Tété, a invité, dimanche dernier à Alger, ses pairs africains à mutualiser leurs efforts pour faire face aux impacts du passé colonial et réclamer d'une seule voix les compensations dues pour ces injustices historiques.

Dans son allocution prononcée au CIC Abdelatif-Rahal, lors de la Conférence internationale sur les crimes du colonialisme en Afrique, M. Tété a soutenu que "les pays africains doivent mettre en place une base et une plateforme concernant les réparations qui doivent être corrigées par les anciennes puissances colonisatrices". Il a mis en évidence, dans cette optique, que l'élaboration de programmes scolaires conjoints, la valorisation de la diversité culturelle, l'instauration de politiques de développement et la

consolidation des liens avec les diasporas sont susceptibles de hâter l'atteinte de cet objectif. Il a fait remarquer que la finalité suprême de cette approche ne devrait pas se limiter à la simple récupération de ce qui a été spolié, mais également à

l'édification d'un avenir partagé.

Le ministre angolais a également mis l'accent sur la nécessité d'impliquer davantage de nations issues d'autres continents afin de mieux argumenter la nécessité impérieuse pour les puissances

coloniales de corriger leurs injustices. Il a fait savoir, dans ce contexte, que l'approche de l'UA consistant à solliciter les pays des Caraïbes, durant le sommet sur le climat, répond à cette logique, affirmant que ces derniers ont donné leur adhésion "sans réserve" à la démarche de l'Afrique.

M. Tété a insisté, en sa qualité de représentant du pays assurant la présidence de l'Union africaine, sur l'urgence de voir la communauté internationale établir un fonds mondial spécifiquement destiné à la réparation des injustices séculaires et des conséquences néfastes du colonialisme. Saluant, en outre, la convergence de points de vue au sein des nations africaines, il a jugé que le consensus continental sur la protection des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et le combat contre toutes les formes de discrimination et de traite humaine sont de nature à accélérer le processus visant à éradiquer le colonialisme.

Omar Lazela/APS

AHMED ATTAFF APPELLE À FAIRE DU «PROCESSUS D'ORAN» UNE OCCASION POUR FORMULER DES SOLUTIONS AFRICAINES

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a appelé, hier, au Centre international de conférences (CIC) à Alger, à faire du «Processus d'Oran» une occasion pour renouveler l'engagement à redoubler d'efforts afin de formuler des solutions africaines pour guérir les maux africains. Dans son intervention à l'ouverture des travaux de la 12e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, qu'il a entamée en transmettant les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lequel soutient et accorde une

attention toute particulière à ce processus et veille à assurer sa pérennité et son renforcement, M. Attaf a appelé à faire de cette édition une occasion pour renouveler l'engagement à plaider d'une seule et même voix les priorités africaines au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et dans les différents espaces de l'action multilatérale internationale.

Le ministre d'État a, également, appelé à ce que cette conférence soit l'opportunité de «renouveler l'engagement à poursuivre la mobilisation pour mettre fin à la marginalisation de l'Afrique dans les différents cercles et centres de décision internationaux».

PLAIDOYER POUR LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE DES CRIMES DU COLONIALISME DANS LE CONTINENT

Le système colonial a été une nouvelle fois déconstruit par des responsables africains qui ont réclaté, à la faveur d'une Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique ouverte dimanche dernier à Alger, la reconnaissance officielle et explicite des crimes commis contre leurs peuples des siècles durant.

Dans son allocution, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a déclaré que "l'Afrique a le droit, tout le droit, de réclamer la reconnaissance officielle et explicite des crimes commis contre ses peuples durant la période coloniale". Il a estimé que "la reconnaissance est la moindre des choses et le minimum que l'on puisse faire dans un premier pas indispensable pour préparer la voie au traitement des séquelles de cette période coloniale, dont les États et les peuples africains continuent encore de payer un lourd tribut du fait de l'exclusion, de la marginalisation et du sous-développement subis". L'Afrique, a indiqué M. Attaf, "a le droit, tout le droit, de réclamer la criminalisation juridique internationale, sans équivoque, ni ambiguïté, du colonialisme, car celui-ci, comme l'a qualifié le militant, le penseur et l'écrivain algérien Frantz Fanon, n'est pas une machine à penser, ou un corps doué de raison, il est surtout une violence à l'état naturel". Lui emboitant le pas, des responsables

africains ont rappelé que le principal objectif de la Conférence était aussi de renforcer la réflexion, mais surtout de consolider l'action collective en vue de criminaliser le colonialisme, l'esclavage, la ségrégation raciale et l'apartheid, et de les classer comme crimes contre l'humanité, conformément aux recommandations pertinentes de l'UA. Le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité à l'Union africaine (UA), Bankole Adebayo, a, à cet effet, assuré que les Africains devaient unir leurs rangs dans leur démarche visant à criminaliser le colonialisme.

"Il faut renforcer l'unité des pays africains et impliquer la diaspora africaine" pour criminaliser le colonialisme, a-t-il dit lors de son intervention à cette conférence. "Il est important de promouvoir les transformations en cours dans le continent pour une Afrique plus forte", a-t-il soutenu. De son côté, le ministre angolais des Relations extérieures, M. Antonio Tété, a appelé les pays africains à adopter une démarche commune concernant les impacts des systèmes coloniaux en vue de mieux réclamer des réparations pour les injustices séculaires commises. "Les pays africains doivent mettre en place une base et une plateforme concernant les réparations qui doivent être corrigées par les anciennes puissances colonisatrices", a plaidé M. Tété. Il a souligné, dans ce contexte, que la confection des programmes scolaires communs, la

célébration de la diversité culturelle, la mise en place des politiques de développement et le renforcement des liens avec les diasporas sont de nature à accélérer l'aboutissement de cet objectif. Plus acerbe, le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Yesslem Beisset, intervenant lors d'un panel sous le thème "La criminalisation du colonialisme en droit international", a indiqué que l'actuel système des Nations unies "ne condamne pas assez" le colonialisme et constitue ainsi un obstacle majeur dans l'éradication de la colonisation sévissant encore dans beaucoup de pays, estimant que le système actuel des Nations unies n'est pas actif et n'est pas doté de moyens en mesure de sanctionner les colonisateurs. "Les Nations unies traitent encore le colonialisme comme un phénomène. Or, il s'agit de tout un système basé sur le bradage des richesses, la voracité et la domination", a-t-il souligné, notant que ce statut est la véritable raison de la non-inquiétude des colonisateurs quant à leur politique colonialiste. Le représentant de la communauté caribéenne (Caliom), Eric Phillips, a, lui, considéré que les impacts du colonialisme et ses effets, aujourd'hui encore palpables sur différents plans, impliquaient des actions concrètes pour exiger que justice soit faite. "Nous devons passer de l'état de victimes à celui d'architectes de la justice", a-t-il soutenu. APS

64^e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'APS UN SERVICE D'INFORMATION EN LANGUE CHINOISE **LANCÉ**

L'agence Algérie Presse Service (APS) a lancé, hier, son service d'information en langue chinoise dans le cadre de l'extension de son activité médiatique dans les langues les plus utilisées dans le monde, afin de contribuer à transmettre l'image de l'Algérie et à faire entendre sa voix à l'étranger.

Cette démarche coïncide avec la célébration du 64^e anniversaire de la création de l'APS, couronnant un parcours riche en réalisations et marquant le début d'une nouvelle étape de professionnalisme dans la performance, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille à promouvoir la pratique professionnelle des médias nationaux et à renforcer leur rayonnement à l'international.

Le lancement du service d'information en langue chinoise s'est déroulé en présence du ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, du conseiller du président de la République chargé de la Direction



générale de la communication, M. Kamel Sidi Saïd, du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, ainsi que des responsables d'établissements et d'organes médiatiques nationaux. La nouvelle version de l'APS en langue

chinoise s'ajoute ainsi aux autres langues utilisées par l'agence, à savoir l'arabe, le tamazight (3 écritures), le français, l'anglais, l'espagnol et le russe.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de la Communication, a salué le rôle central de l'APS, soulignant que "cet édifice médiatique, bien plus qu'un simple établissement d'information, a été le témoin vivant des transformations d'un pays qui a cru en sa mission et un organe fiable incarnant la volonté des Algériens de façonner leur propre discours et d'affirmer leur place dans le concert des nations".

Evoquant les conditions historiques exceptionnelles de la création de l'APS, le 1^{er} décembre 1961, le ministre a souligné que l'Agence a "assumé, dès sa création, la noble mission de faire connaître la justesse de la cause nationale et de porter la voix du peuple algérien assoiffé de liberté".

Au cours de cette cérémonie, à laquelle les directions régionales de l'APS ont été associées, plusieurs journalistes et employés admis à la retraite ont été honorés et un hommage a été rendu aux familles de collègues décédés, en reconnaissance de leurs efforts et de leurs sacrifices au service de l'Agence.

R. N.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET BONNE GOUVERNANCE LE MINISTÈRE DE LA POSTE ET LA HATPLC SIGNENT UNE CONVENTION DE COOPÉRATION

Un accord de partenariat a été paraphé, dimanche dernier à Alger, entre le ministère de la Poste et des Télécommunications et la Haute-Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC).

Cet accord a pour objectif de consolider les moyens dédiés au combat anticorruption et à la promotion de la bonne gouvernance. L'accord a été formellement conclu par le ministre Sid Ali Zerrouki et la présidente de la HATPLC, Salima Mousserati. La signature s'est déroulée en marge d'un séminaire conjoint organisé par les deux entités au siège de la direction générale d'Algérie Télécom dans le cadre d'une journée d'étude sous le thème "La prévention des crimes de corruption dans les établissements publics économiques". Cette entente a pour objectif de circonscrire les actions et les mesures à initier, d'assister le ministère dans l'exécution de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et d'évaluer les progrès accomplis. Elle prévoit également l'organisation et la dispense de formations destinées aux cadres du ministère ainsi qu'aux organismes qui lui sont rattachés. Profitant de l'occasion, M.

Zerrouki a déclaré que le thème de cette journée d'étude "constitue l'essence même de la bonne gouvernance et représente un parcours, ainsi qu'une culture de travail bâtie sur l'engagement collectif, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la moralisation de la vie publique, à la lutte contre la corruption et la consécration de la transparence, que nous sommes appelés à concrétiser sur le terrain".

Aux yeux du ministre, la transparence représente une approche proactive se concrétisant par le déploiement d'un éventail de mécanismes concrets. Ces derniers incluent la mise sur pied d'une commission ministérielle dédiée au suivi constant de la prévention et de la lutte anticorruption, l'adoption d'un dispositif visant à prévenir les conflits d'intérêts et à assurer une gestion neutre, le lancement d'une plateforme numérique pour recueillir pétitions et suggestions, ainsi que l'organisation d'un concours national inaugural de recrutement au sein d'Algérie Poste, fondé sur des algorithmes de sélection garantissant l'équité dans l'accès à l'emploi.

De son côté, Mme Mousserati a insisté sur l'impératif de consolider la gouvernance et d'enraciner les principes de transparence dans le but d'optimiser le climat des affaires. Pour y parvenir, elle a cité l'activation du paiement électronique pour les échanges commerciaux et la diminution de l'utilisation des espèces, ainsi que l'élaboration d'un mécanisme de collaboration entre les secteurs public et privé, sans oublier la création de cadres performants pour stimuler la compétitivité des jeunes pousses et des micro-entreprises. Conformément aux termes de l'article 7 de la loi 22-08, les entreprises publiques économiques seront contraintes d'instaurer des mécanismes de transparence performants dès l'entrée en vigueur du texte réglementaire qui a pour objectif de "mettre en place des mécanismes opérationnels destinés à renforcer l'intégrité et à promouvoir la responsabilité au niveau des administrations publiques, des collectivités locales, des associations et autres institutions". Concernant l'accord de coopération, Mme Mousserati a souligné que le secteur de la poste et des télécommunications est désormais dans l'obligation, via cette

entente, de dresser une cartographie des risques de corruption. L'objectif est d'identifier les situations les plus vulnérables, d'agir pour circonscrire ces risques et de suggérer des solutions, notamment par le biais de plans institutionnels performants et d'un renforcement de l'obligation de rendre des comptes, ainsi que de la transparence auprès de ses agents. Elle a souligné le rôle crucial de la numérisation dans l'enracinement de la transparence, de la probité et de l'obligation de rendre des comptes au sein des entreprises économiques. Selon elle, les outils modernes offerts par le digital permettent d'assurer un suivi rigoureux des opérations, de garantir l'accès à l'information et de fournir des données de manière ouverte et fiable. Ce séminaire a donné lieu à diverses présentations axées sur le cadre légal de la prévention et de la lutte anticorruption, les mesures préventives au sein des entreprises économiques, ainsi que sur l'enjeu de la dépenalisation de l'acte de gestion.

Omar Lazela

RENFORCER LA PROTECTION SANITAIRE DÉBUT DE LA CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA POLIOMYÉLITE

La campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite a été lancée, dimanche dernier, à Alger, avec une initiative de grande envergure visant plus de 4 millions d'enfants à travers le pays. Elle vise à renforcer la prévention en santé infantile et d'accroître l'immunité collective. Le ministère de la Santé a appelé les parents à y participer activement afin d'assurer son succès et garantir un avenir sain et exempt de maladies à leurs enfants.

Le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Aït Messaoudène, a expliqué dans un communiqué de presse en marge du lancement officiel de cette campagne, qui porte le slogan « Ensemble, unis contre la poliomyélite », à l'institution publique de soins de santé primaires d'El Annasser, à Kouba, que cette campagne concerne 4.425.502 enfants âgés de deux mois à cinq ans (la tranche d'âge la plus exposée), au niveau de 274 institutions publiques de soins de santé primaires (EPSP).

Pour sa part, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, a souligné l'importance de cette campagne pour protéger ce

groupe du risque d'infection, insistant sur le fait que cette opération devrait connaître une forte participation et une réponse positive de la part des parents. Dans le même contexte, le représentant du bureau de l'Organisation mondiale de la santé en Algérie, M. Phanuel Habimana, a confirmé que cette campagne vise à « éradiquer la poliomyélite » et se tiendra en trois sessions, réparties sur les mois de novembre, décembre et janvier prochains. La représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Katarina Johansson, a également souligné « l'importance et le symbolique » de cette opération, qui a pour objectif de vacciner près de 4,5 millions d'enfants afin d'assurer leur santé et leur bien-être, exhortant les parents à se conscientiser au devoir de faire vacciner leurs enfants contre la polio, afin qu'ils puissent participer à cette importante initiative nationale qui contribue à la santé des enfants.

Pour information, la campagne de vaccination est organisée en trois phases : la première phase du 30 novembre au 6 décembre 2025, la deuxième du 21

au 27 décembre 2025 et la troisième avec le vaccin injectable (VPI) du 25 au 31 janvier 2026. Le ministère de la Santé a confirmé que tous les enfants appartenant au groupe cible sont inclus dans toutes les séances sans exception, même les enfants qui ont déjà reçu les vaccinations de routine. Elle a expliqué que cette campagne avait été organisée suite à l'enregistrement de cas sporadiques de poliovirus variant de type 2 (VDPV2) dans certains États, soulignant que « cela ne remet nullement en cause le certificat attestant que l'Algérie est exempte du poliovirus sauvage depuis 2016 ».

A noter que la poliomyélite est une maladie virale très contagieuse qui s'attaque au système nerveux et peut entraîner une paralysie permanente, notamment chez les enfants de moins de cinq ans. Le virus se transmet principalement par voie oro-fécale, c'est-à-dire par contact avec des mains, de l'eau ou des aliments contaminés. Il n'existe aucun traitement curatif contre la poliomyélite, mais la vaccination est un moyen sûr de la prévenir.

Abir Menasria

CONCRÉTISATION DES OBJECTIFS DE LA ZLECAF L'ALGÉRIE OCCUPE UNE POSITION MARITIME **STRATÉGIQUE**

La 3e édition de la Conférence sur l'économie maritime, organisée jeudi dernier à Alger par le World Trade Center Algiers (WTCA) et le cabinet Global Trade Support (GTS), a offert une plongée détaillée dans les enjeux logistiques et stratégiques du continent africain. Autour du thème ambitieux "L'économie maritime au service de l'intégration africaine : connectivité, investissements et gouvernance durable pour la réussite de la ZLECAF", les experts présents ont dessiné une vision dans laquelle l'Algérie occupe un rôle pivot dans l'architecture commerciale du continent.

Dès l'ouverture, le diagnostic posé par les intervenants est clair : "L'Algérie occupe une position stratégique pouvant lui permettre de contribuer à la concrétisation des objectifs de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), à travers la connectivité du continent et le développement logistique régional, tout en garantissant la réduction des coûts de transport, notamment maritimes", ont souligné les spécialistes du secteur maritime.

UN POSITIONNEMENT GÉOGRAPHIQUE DÉTERMINANT POUR L'AFRIQUE

Cette vulnérabilité logistique du continent est bien connue : 90 % des échanges africains passent par la mer, mais les coûts demeurent parmi les plus élevés au monde. Dans ce contexte, le directeur général du WTCA, Ahmed Tibaoui, a rappelé le potentiel unique du pays. Selon lui, "l'Algérie, avec près de 1.200 km de façade maritime, occupe une position stratégique entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne, ce qui constitue un atout majeur pour contribuer à la connectivité du continent, au développement logistique régional et à la réduction des coûts d'échanges intra-africains".

Au fil des interventions, un constat s'impose : l'avantage géographique ne vaut que s'il est soutenu par une chaîne logistique performante. Et sur ce terrain, l'Algérie a décidé d'accélérer. M. Tibaoui a mis en avant les investissements massifs engagés ces dernières années pour moderniser les ports, renforcer les terminaux et intégrer pleinement ces infrastructures aux réseaux routiers et ferroviaires. Plusieurs corridors sont désormais orientés vers le Sahel, afin de créer un accès maritime



fiable pour des pays enclavés comme le Niger, le Mali ou le Tchad. À cela s'ajoute un volet numérique déterminant. L'Algérie a, selon lui, engagé une transformation progressive de ses procédures douanières et portuaires, permettant une fluidité accrue des flux : un pas essentiel pour un pays qui aspire à devenir "un pont maritime et logistique entre l'Europe et l'Afrique".

LA ZLECAF COMME CATALYSEUR D'UN NOUVEAU MODÈLE LOGISTIQUE

L'ancien directeur général de Serport, Abdelkrim Rezal, aujourd'hui consultant, a tenu un discours sans ambiguïté sur l'ambition nationale. À ses yeux, l'Algérie a bel et bien décidé d'entrer dans une logique continentale, où elle se veut moteur plutôt que simple point de passage. Il affirme ainsi que "l'Algérie a relevé le défi, dans le cadre de la Zlecaf, de construire des infrastructures logistiques multimodales intégrées, résilientes et durables, afin de favoriser l'intégration africaine et d'accompagner les politiques de diversification de l'économie et de promotion des exportations".

Le potentiel économique est immense. La réduction des coûts logistiques représente un levier majeur pour toute économie exportatrice. Rezal précise que les projets engagés permettront de faire passer ces coûts de "20 à 10%", offrant à l'Algérie l'opportunité de se positionner durablement comme un "acteur logistique de premier ordre".

Pour appuyer cette transformation, le pays a lancé une vaste stratégie de modernisation de sa flotte maritime. L'ambition : couvrir 25 % du trafic global national. Cette montée en puissance repose sur des acquisitions ciblées :

porte-conteneurs pour le short sea shipping, navires conçus pour la navigation hauturière, vraquiers dédiés au transport de ciment, de clinker ou de céréales, ainsi que des navires rouliers pour les produits frais ou le transport de passagers.

Cette flotte, aujourd'hui composée de 34 navires marchands d'un âge moyen de 11 ans, constitue le socle logistique d'une projection internationale structurée.

L'IMPORTANCE DE L'ÉCONOMIE MARITIME

Par ailleurs, les intervenants à cette conférence ont rappelé que l'économie maritime constitue l'un des leviers les plus décisifs de l'intégration africaine. Ils ont insisté sur l'urgence de renforcer les investissements dans les infrastructures portuaires et d'accélérer la création de partenariats stratégiques dans la logistique, l'industrie navale et les services maritimes, afin de faire émerger de véritables champions africains capables de soutenir l'augmentation des échanges sur le continent.

Dans cette perspective, Chidi Ilekka, représentant d'Afreximbank, a résumé l'enjeu avec une formule sans ambiguïté, qualifiant le secteur maritime de "colonne vertébrale" du commerce africain. Selon lui, "sans ports modernes, sans logistique efficace et sans intégration réglementaire, la ZLECAF ne pourra pas atteindre son plein potentiel".

Il a rappelé que la ZLECAF ouvre un marché unique de 1,3 milliard d'habitants, pesant plus de 3.500 milliards de dollars de PIB, mais que son efficacité reste bridée par la faiblesse du commerce intra-africain, limité à 16 %, alors qu'il dépasse 60 % en Europe. L'objectif est d'inverser cette tendance en fluidifiant les flux de marchandises et en améliorant la

compétitivité du continent.

Sur le terrain, les défis sont lourds. L'Afrique ne dispose que de 1 % de la flotte commerciale mondiale et dépend presque entièrement des navires étrangers, générant des coûts logistiques qui peuvent grimper jusqu'à 50 % au-dessus de la moyenne globale. Cette dépendance alourdit les chaînes d'approvisionnement et plombe la compétitivité des exportateurs africains.

Chidi Ilekka a également cité d'autres obstacles structurels : congestion portuaire, manque de capacités, déficit de main-d'œuvre qualifiée, faible digitalisation et absence d'harmonisation réglementaire entre les pays.

Face à cette réalité, il a évoqué la nécessité d'investissements annuels de l'ordre de 14,2 milliards de dollars pour moderniser les infrastructures et accompagner la croissance attendue du trafic maritime, qui pourrait bondir de 40 % avec la mise en œuvre effective de la ZLECAF.

UNE VISION CONTINENTALE EN CONSTRUCTION

La conférence d'Alger s'inscrit dans un mouvement plus large : replacer la Méditerranée et le Maghreb au cœur de l'intégration africaine. En proposant une stratégie logistique coordonnée, multimodale et digitalisée, l'Algérie entend non seulement moderniser son économie, mais aussi s'affirmer comme un nœud essentiel dans le commerce continental.

L'économie maritime, longtemps perçue comme une activité technique, devient ici un levier géopolitique. Dans les années à venir, le succès de la ZLECAF dépendra largement de la capacité des pays africains à réduire les coûts logistiques, fluidifier les corridors et créer des hubs régionaux performants. Et selon les experts réunis à Alger, l'Algérie est prête à en assumer une part majeure.

En affirmant ses ambitions à travers des investissements massifs, une vision stratégique claire et une volonté affichée d'intégration africaine, le pays se positionne à la croisée des routes commerciales. Reste désormais à transformer cette architecture en résultats concrets : plus de commerce intra-africain, plus de compétitivité et une logistique continentale enfin alignée sur les besoins du XXIe siècle.

G.Salah Eddine

1^{re} ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL MARITIME À ALGER 40 EXPOSANTS NATIONAUX ET ÉTRANGERS AU RENDEZ-VOUS

La première édition du Salon international maritime se tiendra du 2 au 4 décembre au Palais des expositions (Pins-Maritimes, Alger), avec la participation de 40 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué, hier, les organisateurs dans un communiqué.

Cet événement "s'inscrit au cœur des priorités nationales visant à renforcer la performance, la modernisation et l'attractivité du secteur maritime et portuaire" et "ambitionne de contribuer au

développement des infrastructures" du secteur, ont souligné les initiateurs. Parrainé par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, ce salon mettra en avant le rôle central de la formation professionnelle dans la consolidation des filières liées à la construction navale, aux services techniques portuaires, à la maintenance maritime et aux métiers de la logistique. Le salon propose également un programme de conférences portant sur des thématiques liées au secteur,

notamment sur le rôle des ports dans la stratégie d'exportation, le financement des investissements maritimes et portuaires, ainsi que la transition énergétique dans le transport maritime. En parallèle, des rencontres B2B sont prévues afin de permettre aux institutions publiques, aux acteurs et aux opérateurs internationaux d'explorer de nouvelles opportunités économiques de collaboration, de co-développement et d'investissement, a-t-on précisé de même source.

L'INTEROPÉRABILITÉ ÉLARGIE À 15 BANQUES EN 2026

L'ALGÉRIE ACCÉLÈRE LA RÉVOLUTION DU M-PAIEMENT

À l'heure où les économies les plus dynamiques misent sur la dématérialisation pour fluidifier les échanges et élargir l'accès aux services financiers, l'Algérie engage une mutation ambitieuse de son écosystème monétique. Le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), autorité de régulation du secteur, annonce une nouvelle phase stratégique dans l'expansion du paiement électronique mobile. Sa directrice générale, Asia Benchabla Queiroz, a confié à l'Algérie Presse Service (APS) les contours d'un chantier national qui devrait transformer en profondeur les usages quotidiens des particuliers comme ceux des professionnels.

Lors de son intervention, Mme Benchabla Queiroz a affirmé que l'objectif est clair : étendre l'interopérabilité du paiement électronique par téléphone mobile, à travers l'utilisation du code QR, à 15 banques durant l'année 2026. Une étape décisive dans la consolidation d'un système unifié, transparent et opérationnel sur l'ensemble du territoire national. Le principe d'interopérabilité constitue le cœur de cette réforme. Il permet aux utilisateurs des applications bancaires du réseau « DZMobPay » d'effectuer des transferts instantanés de compte à compte, entre particuliers, sans dépendre de l'établissement bancaire utilisé par le bénéficiaire. Une simple opération de scan d'un code QR suffit, mettant fin aux barrières techniques qui limitaient encore le paiement mobile en Algérie. Cette approche uniformisée profite également aux commerçants. Grâce au m-paiement interopérable, ils peuvent recevoir leurs paiements en un temps record, ne dépassant pas 10 secondes, quelle que soit la banque du client. Une fluidité bienvenue pour réduire les délais, renforcer la traçabilité des



transactions et encourager l'abandon progressif du cash dans un pays encore marqué par une forte circulation fiduciaire.

À ce stade, sept banques, en plus d'Algérie Poste, ont déjà rejoint l'écosystème « DZMobPay » et mis en place de nouvelles applications mobiles au bénéfice de leur clientèle : la Banque nationale d'Algérie (BNA), le Crédit populaire d'Algérie (CPA), la Banque de développement local (BDL), la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), Algeria Gulf Bank (AGB), Al Salam Bank, ainsi que Baridi Mob, l'application d'Algérie Poste. Deux nouveaux établissements doivent rallier la plateforme d'ici la fin de l'année : la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et Fransabank Algérie. Leur intégration portera à neuf le nombre d'acteurs engagés dans l'interopérabilité. Le cap de 2026 prévoit l'adhésion progressive d'autres institutions bancaires, avec pour ambition de porter le total à 15 banques. Une démarche soutenue par une volonté ferme du GIE Monétique de généraliser la réforme et de garantir un accès homogène aux services numériques. La plateforme « DZMobPay », administrée par la SATIM (Société d'automatisation des transactions interbancaires et de la monétique), s'intègre pleinement dans la stratégie nationale de modernisation du système de paiement. Elle repose sur une infrastructure intégrée assurant un

flux fluide et sécurisé entre les différentes plateformes et applications bancaires.

BOOSTER L'ADOPTION DE LA TECHNOLOGIE

Au-delà de la simplification des transactions, l'initiative s'inscrit dans un cadre plus large : l'élargissement de l'inclusion financière, l'encouragement de l'économie numérique, et la lutte contre l'informel grâce à une meilleure transparence des flux monétaires. Les chiffres illustrent déjà l'engouement croissant pour ces solutions. Début novembre 2025, 79 130 utilisateurs et 11 873 commerçants étaient enregistrés sur « DZMobPay », un bilan particulièrement significatif pour une plateforme lancée seulement quelques mois plus tôt. Consciente que l'adhésion du monde professionnel constitue un levier essentiel pour démocratiser le paiement mobile, la direction du GIE Monétique étudie actuellement des mesures d'encouragement destinées aux commerçants. L'objectif est de renforcer leur intégration dans le système de paiement via QR code, en accélérant la migration vers les outils numériques et en facilitant l'abandon des paiements en espèces. Ces mesures, une fois déployées, pourraient ancrer durablement l'usage du paiement mobile dans les transactions quotidiennes et contribuer à moderniser l'écosystème commercial. Face aux interrogations

des usagers concernant les risques numériques, Asia Benchabla Queiroz se veut rassurante. Les applications de paiement mobile « sont fortement protégées contre les risques de piratage » et reposent sur « les meilleures pratiques internationales en matière de sécurité financière ». Elles garantissent la confidentialité, la traçabilité et l'intégrité des opérations. Toutefois, la directrice rappelle que la technologie, malgré sa robustesse, exige une vigilance minimale de la part des utilisateurs : prudence face aux tentatives de phishing, protection des accès personnels, et vérification systématique des communications suspectes.

SOFTPOS, LA PROCHAINE RÉVOLUTION

Le GIE Monétique prépare également une évolution majeure avec l'intégration de la technologie SoftPos, prévue pour fin 2026. Cette innovation permettra de transformer un simple smartphone muni du NFC en terminal de paiement électronique (TPE). Plus besoin d'équipements coûteux ou de dispositifs additionnels : les commerçants pourront accepter des paiements sans contact, qu'ils proviennent de cartes bancaires ou de smartphones. Ce projet, s'il se concrétise dans les délais annoncés, pourrait bouleverser les usages, en particulier pour les petits commerçants, les artisans et les travailleurs indépendants, qui disposeront d'un outil de paiement léger, accessible et simple d'utilisation. L'ensemble de ces chantiers dessine une trajectoire claire : l'Algérie investit massivement dans la modernisation de son système de paiement, cherchant à rejoindre les standards internationaux tout en répondant aux besoins spécifiques de son tissu économique. Avec l'extension de l'interopérabilité, la sécurisation renforcée des plateformes et l'introduction prochaine de SoftPos, le pays se prépare à une mutation profonde de ses pratiques financières. Si l'adoption reste progressive, les fondations sont solidement posées. Et l'année 2026 pourrait marquer un tournant décisif dans l'histoire de la monétique algérienne.

G. Salah Eddine

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE OUEST

LE PROJET PARACHEVÉ FIN 2025

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellouli, a souligné l'urgence d'accélérer le rythme des travaux du projet du chemin de fer minier de l'Ouest, afin d'annoncer son achèvement et sa mise en service avant la fin de l'année. Cette déclaration a été faite lors d'une séance de travail qu'il a présidée, dimanche dernier, à Alger, consacrée à l'examen de l'avancement des travaux de cet axe économique vital, qui devrait accroître considérablement la capacité du pays à transporter ses ressources minières. Dans le cadre d'une réunion organisée au ministère, le ministre a insisté sur le respect du calendrier de travail, la fourniture des

matériaux nécessaires et un travail sans relâche pour accélérer les progrès et achever « le projet avant la fin de l'année en cours », ajoute le communiqué. Un communiqué du ministère explique que l'objectif de la réunion est de lever les obstacles potentiels sur le terrain et de soutenir le rythme des travaux comme prévu dans le calendrier. Conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la ligne minière ouest devrait être opérationnelle début 2026. Ce projet est l'une des infrastructures stratégiques destinées à développer le transport ferroviaire des ressources minières. L'avancement des travaux sur les tronçons restants a

également été abordé, ainsi qu'un examen de l'infrastructure ferroviaire et des gares et la finalisation des études nécessaires pour sécuriser la ligne et la protéger contre l'ensablement. La séance de travail a réuni les PDG et DG des complexes et des entreprises de construction, ainsi que le DG de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), maître d'ouvrage délégué, et le partenaire chinois du projet, avant qu'ils ne procèdent à une inspection sur le terrain des tronçons restants de cette ligne reliant Béchar, Tindouf et Gara Djebilet.

Abir Menasria

PRÉVU DU 11 AU 14 DÉCEMBRE À TIMIMOUN

DIX PAYS AU 8^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU COUSCOUS

La ville de Timimoun se prépare à accueillir, du 11 au 14 décembre, la huitième édition du Festival international du couscous, un rendez-vous culinaire majeur qui réunira dix pays autour d'un programme riche mêlant expositions, conférences, dégustations et rencontres avec des chefs, des chercheurs et des spécialistes des arts culinaires.

La directrice de la société « Chohra Prod », Chahrazed Aïouaz, organisatrice de l'événement, a expliqué à l'APS que cette édition se tiendra sous le parrainage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que du ministère de la Culture et des Arts, et sous l'égide du wali de Timimoun. Les Directions locales du tourisme et de la culture et la Télévision publique prennent également part à l'organisation.

Placée sous le slogan « Le plat de la rencontre, mémoire et créativité », cette édition ambitionne de devenir un espace d'échange entre la cuisine algérienne et celles d'autres pays africains et arabes. Parmi les participants figurent l'Algérie, la Palestine, l'Irak, le Togo, le Tchad, le Bénin, le Cameroun, le Liban, la Turquie, ainsi que le Sahara occidental, invité d'honneur. Tous mettront en lumière le couscous, considéré comme l'un des plats les plus emblématiques et les plus anciens d'Algérie et du Maghreb.

Selon Mme Aïouaz, l'objectif principal de cette manifestation est de valoriser le patrimoine culinaire de Timimoun, notamment à travers le couscous, tout en faisant connaître les liens étroits entre la cuisine algérienne et les

traditions gastronomiques africaines et arabes. L'événement vise également à promouvoir l'artisanat local, en célébration du cinquième anniversaire de l'inscription du couscous au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco, le 16 décembre 2020.

L'ouverture du festival sera marquée par une conférence-débat autour du couscous en tant que patrimoine culturel universel. Elle sera animée par des chercheurs, experts et chefs algériens et étrangers, dont l'anthropologue Ouiza Galleze, le chef Slimane Saâdoune, l'expert technique Malik Amrane, ainsi que l'anthropologue tunisien Imed Ben Soula.

Dès la première journée, les visiteurs pourront assister à une grande séance de dégustation intitulée « Le couscous traditionnel », offrant un large éventail de recettes préparées par des chefs venus d'Algérie, de Tunisie, du Sahara occidental et de plusieurs pays africains. Un accent particulier sera mis sur le couscous « Essrayer », spécialité typique du Sud et notamment de Timimoun.

En parallèle, un Salon de l'artisanat traditionnel réunira des artisans issus de plusieurs wilayas, qui exposeront vêtements, bijoux, plantes et divers produits illustrant la diversité et la richesse de l'artisanat algérien.

Le deuxième jour sera marqué par l'organisation d'une « waâda » du couscous au Centre de formation professionnelle de cuisine de Timimoun. Préparée à l'occasion du vendredi, jour sacré en Algérie, cette initiative vise à ouvrir davantage le festival à la population locale en partageant un couscous traditionnel avec les habitants et les visiteurs.

Le troisième jour sera consacré à une rencontre scientifique dédiée à « la cuisine africaine ». Chercheurs, experts gastronomiques et chefs renommés y présenteront différentes variétés de

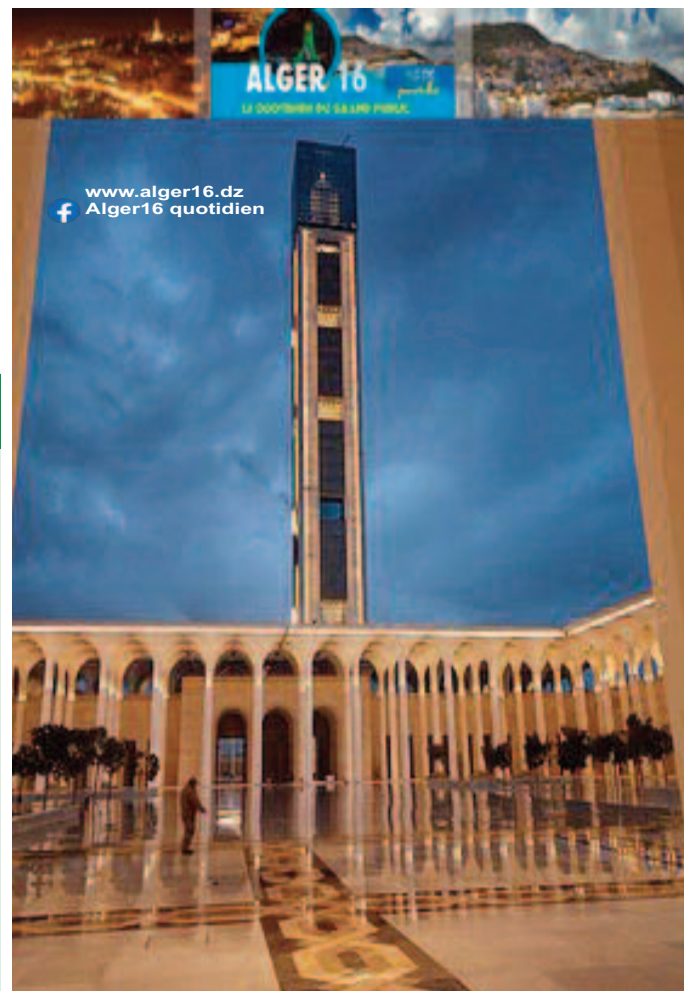
couscous originaires de plusieurs pays du continent, ainsi que des plats traditionnels méditerranéens dans le but de favoriser les échanges autour du patrimoine culinaire de ces régions.

La journée de clôture offrira enfin aux participants l'occasion de découvrir Timimoun à travers une excursion touristique, suivie d'une animation musicale assurée par des troupes folkloriques locales. La cérémonie finale sera marquée par la remise de prix et de distinctions honorifiques.

Organisé depuis 2018 par « Chohra Prod », le Festival international du couscous s'est imposé comme un espace de valorisation de ce plat ancestral et des pratiques qui l'entourent, tout en renforçant les échanges culturels avec d'autres pays et en contribuant à la

promotion de l'Algérie en tant que référence gastronomique dans l'espace méditerranéen et africain.

Cheklat Meriem



12^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'ALGER (4 - 10 DÉCEMBRE)

101 FILMS, DONT 50 EN COMPÉTITION

La 12^e édition du Festival international du film d'Alger (AIFF) se tiendra du 4 au 10 décembre et s'annonce comme l'une des plus ambitieuses. Réparti dans plusieurs salles de la capitale, l'événement proposera 101 films, dont 50 en compétition : 16 longs métrages, 14 documentaires et 20 courts.

Lors d'une conférence de presse au Théâtre national algérien, le commissaire du festival, Mehdi Benaïssa, et la directrice artistique, Nabila Rezaïg, ont présenté une édition pensée comme un levier culturel et économique, axée sur les partenariats internationaux et la mise en valeur du cinéma algérien et de ses jeunes talents.

Hors compétition, le programme rassemblera notamment les films d'ouverture et de clôture, six films cubains, huit œuvres palestiniennes, 22 productions du Panorama Algérie, dix films consacrés au Sud global, ainsi qu'une section dédiée aux liens entre cinéma et sciences.

Au-delà des projections prévues dans cinq salles — Ibn Zeydoun, Cosmos, la Cinémathèque, Théâtre d'Alger-Centre et El Djazairia — le festival déploiera un riche dispositif professionnel : Ciné-Lab au Petit Théâtre, AIFF Market à la galerie Asma, un atelier d'écriture au Centre Larbi-Ben-M'hidi, ainsi qu'une formation pour formateurs à la Cinémathèque.

Pendant sept jours, Alger se veut ainsi un laboratoire d'idées et de récits, où le cinéma devient espace de réflexion, d'audace et de circulation des voix du monde. Une édition qui ne se contente pas de montrer des films, mais consolide un véritable écosystème cinématographique, ouvert et tourné vers le présent.

R. C.

www.alger16.dz
f Alger16 quotidien



GOOGLE N'EST PLUS UN OUTSIDER, AU POINT DE DÉRANGER NVIDIA ?



Alors que tout le monde a les yeux rivés sur NVIDIA, Google est en train de se frayer une place stratégique dans le secteur ultra-convoité des puces d'intelligence artificielle (IA).

Lors de son bilan trimestriel la semaine passée, la firme de Mountain View a annoncé une envolée de 34 % de ses revenus cloud, dépassant allègrement les attentes des analystes. « Nous constatons une demande importante pour nos produits d'infrastructure IA, notamment les solutions basées sur les TPU et les GPU. C'est l'un des principaux moteurs de notre croissance au cours de l'année écoulée, et je pense que nous continuerons à observer une très forte demande à l'avenir. Nous investissons pour y répondre », a par la suite commenté Sundar Pichai, P.-D.G de Google.

Google muscle ses TPU et signe des deals de géants

Depuis quelques années maintenant, l'entreprise développe des Tensor Processing Units (TPU), des circuits spécialisés (ASIC), optimisés pour les tâches d'IA les plus lourdes comme l'entraînement des grands modèles, l'inférence des chatbots ou le fonctionnement des agents. À la différence des GPU, très polyvalents, les TPU sont calibrés pour faire une chose, mais à une vitesse monstrueuse. Cette spécialisation porte ses fruits à l'ère de l'IA générative : Google vient de dévoiler Ironwood, la 7e génération de ses TPU, présentée comme quatre fois plus rapide que la précédente. Une bête de calcul pensée pour absorber les charges les plus extrêmes, au point qu'Anthropic prévoit d'en utiliser jusqu'à 1 million pour faire tourner Claude. De même, la société a récemment conclu un accord avec OpenAI, qui cherche à diversifier ses fournisseurs. Une manœuvre qui n'est pas passée inaperçue chez NVIDIA...

SAMSUNG JOUE LA SÉCURITÉ POUR SES FUTURS GALAXY S26

Samsung prépare activement la sortie de sa nouvelle génération de smartphones haut de gamme, les Galaxy S26. Mais selon les dernières déclarations d'un partenaire clé, le constructeur aurait déjà fait un choix stratégique majeur sur le cœur de ses futurs modèles.

Chaque lancement de Galaxy S s'accompagne de la même question : quelle puce se cachera sous le capot ? Pour 2026, la réponse semble plus complexe que jamais. Entre ambitions technologiques, contraintes industrielles et prudence stratégique, Samsung avance à pas mesurés. Et les dernières informations issues des échanges financiers de Qualcomm laissent entrevoir un scénario bien différent de celui espéré par les fans les plus attachés à la marque coréenne.

Et à la fin, c'est Qualcomm qui gagne

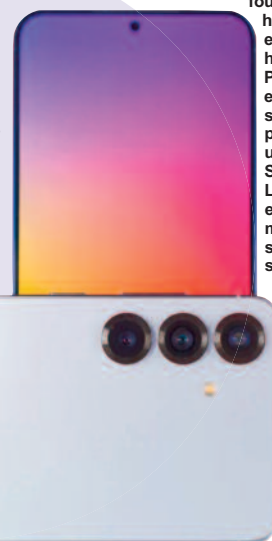
Lors de sa présentation des résultats du quatrième trimestre 2025, Qualcomm a officialisé son partenariat renforcé avec Samsung, confirmant qu'il fournira environ trois quarts des processeurs de la gamme Galaxy S26. Une déclaration sans ambiguïté : « Sur le Galaxy S25, nous étions à 100 %. Notre hypothèse pour tout nouveau Galaxy est désormais de 75 %. C'est notre base pour le Galaxy S26 », a précisé la direction de Qualcomm. Cette annonce enterme presque définitivement le rêve d'un retour massif de l'Exynos sur les

modèles premium. Après une génération S25 intégralement propulsée par le Snapdragon 8 Elite, la firme coréenne espérait réintroduire son propre Exynos 2600, gravé en 2 nanomètres, pour rééquilibrer sa dépendance technologique. Mais dans les faits, cette ambition se limite à 25 % de la production mondiale, principalement sur les marchés asiatiques. Cette répartition illustre la stratégie prudente du constructeur : minimiser les risques après plusieurs déconvenues passées avec ses processeurs maison, souvent critiqués pour leur chauffe et leur moindre autonomie face aux puces Snapdragon.

Samsung n'arriverait pas à suivre la cadence dans la production de ses propres puces mobiles Pourtant, la nouvelle génération Exynos a des arguments à faire valoir. Gravée en 2 nm selon le procédé GAA (Gate-All-Around), la puce consommerait

seulement 7,6 W en charge multicœur et 3,6 W en single-core, tout en surpassant même l'Apple A19 Pro sur le ratio performance par watt, selon les premiers benchmarks internes. Malgré ces chiffres prometteurs, Samsung semble manquer de confiance dans la fiabilité de sa production et la constance des performances. Les rendements faibles de ses chaînes 2 nm, estimés à 50 %, limiteraient encore la disponibilité du composant. Une situation qui pousse logiquement la marque à confier la majorité des modèles Galaxy S26 au Snapdragon 8 Elite Gen 5, le dernier processeur haut de gamme de Qualcomm. Pour la marque américaine, cette victoire stratégique confirme son statut de

fournisseur incontournable du haut de gamme Android, tout en consolidant une relation historique avec Samsung. Pour le constructeur coréen, en revanche, ce choix prudent souligne la difficulté persistante à faire de l'Exynos un vrai concurrent au Snapdragon. Le Galaxy S26 sera donc, encore une fois, majoritairement américain sous le capot, preuve que la sécurité reste la priorité de Samsung, qui espère bien relever la tête après la récente déconfiture de son modèle ultra-fin, le Samsung Galaxy S25 Edge. Les prochains smartphones de la marque n'ont clairement pas le droit à l'erreur.



LE JEU VIDÉO LE PLUS ATTENDU DE TOUS LES TEMPS PREND ENCORE 6 MOIS DE RETARD

Vous aviez marqué la date de sortie de GTA VI sur votre calendrier ? Eh bien, mauvaise nouvelle, il va falloir encore, encore, attendre !

Difficile de nommer un jeu vidéo plus attendu actuellement que GTA VI. Et même de citer un jeu qui ait été aussi attendu que le successeur de GTA V dans les dernières années. Les fans prévoient que ce jeu sorte durant les premiers mois de l'année 2026, et plus exactement, le 26 mai 2026. Mais en fait, c'est plus compliqué que cela, nous explique le studio Rockstar Games dans un message, qui fait l'effet d'une bombe.

GTA 6 sortira finalement le 19 novembre 2026

Ouch ! Ça fait mal, surtout pour un message qui nous arrive à nous Français en fin de soirée. Car

Rockstar Games a dû doucher les espoirs de beaucoup d'entre nous avec ce poste qui vient d'être publié sur son compte X. Dans ce dernier, le studio explique en effet que le jeu sortira plus tard qu'attendu. Plus exactement, six mois plus tard que la date annoncée, soit finalement le 19 novembre 2026. Dans un peu plus d'un an donc !

Un second report pour la nouvelle édition de GTA

« Nous sommes désolés d'ajouter encore un peu plus de temps à ce qui a déjà été une longue attente, mais ces mois supplémentaires nous permettront de terminer le jeu avec le niveau de finition que vous attendez et méritez » s'excuse dans le même message

Rockstar Games. Un délai qui devrait permettre à la société de peaufiner le jeu donc, et de sortir une meilleure mouture. « Même si l'attente est un peu plus longue, nous sommes extrêmement impatients que les joueurs puissent découvrir l'État tentaculaire de Leonida et le retour dans la Vice City moderne » a ajouté Rockstar dans un message sur le même réseau. Pour

rappel, il s'agit du deuxième retard pour le jeu, qui était à l'origine attendu pour ce mois de novembre 2025. Il avait ainsi été retardé pour mai 2026, et finalement aujourd'hui, une nouvelle fois retardé, pour le 19 novembre 2026.



www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHAIK-2022
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DE MAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

"CARTABLES OUVERTS, ESPRIT EN ÉVEIL"
C'EST LA RENTRÉE !

L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE
**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2025

**L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS**

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS

L'HYPERTENSION ARTÉRIELLE COMMENT PRÉVENIR ET TRAITER ?

Des études récentes soulignent l'importance du potassium pour la santé cardiovasculaire. Gros plan sur ces résultats et les dernières recommandations sur l'hypertension artérielle (2024) de l'ESC et de la SFHTA qui mettent en avant le rôle clé des mesures hygiéno-diététiques.

CE QUE NOUS FAISONS

L'hypertension artérielle (HTA) est définie par une pression artérielle (PA) systolique ≥ 140 mm Hg et/ou une PA diastolique ≥ 90 mm Hg. Dans le monde, 1,28 milliard d'adultes sont hypertendus et 9 millions de décès sont causés par l'HTA chaque année : il s'agit du premier facteur de risque modifiable de mortalité¹. En France, l'HTA est la maladie chronique la plus fréquente, elle concerne environ 17 millions d'adultes, et le contrôle tensionnel a une nette tendance à se dégrader ces dernières années ; actuellement seul un hypertendu sur quatre est contrôlé². S'il est important de détecter l'HTA le plus précocement possible et de la traiter par des mesures pharmacologiques efficaces pour atteindre un objectif optimal, inférieur à 130/80 mm Hg dans la plupart des cas, la diffusion et l'implémentation à large échelle des mesures hygiéno-diététiques qui permettent de retarder l'apparition d'une HTA et qui complètent le traitement médicamenteux sont tout aussi importantes et trop souvent négligées. De nombreuses mesures non pharmacologiques, reposant sur une meilleure hygiène de vie, permettent de retarder l'apparition d'une HTA et de baisser la PA chez les hypertendus. Le sevrage tabagique est toujours indiqué, mais dans une optique de prévention cardiovasculaire plus que pour un effet tensionnel. Parmi les mesures efficaces sur la PA, les principales consistent à perdre du poids, pratiquer une activité physique régulière, limiter la consommation d'alcool et d'aliments salés. Si l'impact bénéfique d'une alimentation moins salée est bien connu des soignants et du grand public, cette mesure est relativement peu suivie. Le dernier état montre que 90 % des hommes et 70 % des femmes mangent plus de 6 g de sel par jour.

Une recommandation nutritionnelle au moins aussi efficace, mais nettement moins connue que la diminution du sel, consiste à augmenter les apports en potassium. Les aliments riches en potassium sont notamment les fruits, les légumes, les légumineuses (également appelés légumes secs comme les lentilles et les pois chiches), les céréales complètes et les fruits à coque (amandes, noix...). La consommation de ces aliments riches en potassium, largement

recommandés dans le cadre d'une alimentation équilibrée (sous réserve de limiter la quantité des plus caloriques d'entre eux) telle que préconisée par le dernier Programme national nutrition santé 2019-2023⁶, reste également loin des objectifs. À titre d'exemple, seuls 42 % des adultes et 23 % des enfants mangent au moins 5 fruits et/ou légumes par jour⁵. Une étude récente a rapporté que l'apport de potassium dans le monde est en moyenne de 58 mmoles (2,3 g) par jour, la consommation étant la plus faible en Asie et la plus élevée en Europe de l'Ouest⁷. Il y est estimé que la consommation de potassium en Monde était de 82 mmoles (3,2 g) par jour, mais les données provenaient en majorité de questionnaires alimentaires. Ce chiffre est probablement surestimé, car la kaliurèse moyenne chez 50 candidats au don de rein (par définition en bonne santé) évalués entre 2022 et 2024



dans un service de physiologie (hôpital Bichat, Paris, données personnelles non publiées) était de 59 ± 20 mmoles par jour, soit 2,3 g de potassium. Même si l'on tient compte du fait que la kaliurèse correspond à environ 90 % des apports alimentaires, ces derniers sont donc assez nettement inférieurs au seuil minimal de 90 mmoles (3,5 g) par jour recommandé par la plupart des sociétés savantes. Des résultats récents ont remis au premier plan l'importance de la consommation de potassium sur la santé cardiovasculaire.

CE QUI CHANGE

Une étude publiée en 2021 dans le New England Journal of Medicine a confirmé l'importance de la consommation du potassium sur la PA et démontré son bénéfice sur les événements cardiovasculaires. Cette grande étude appelée SAsS (Salt Substitute and Stroke Study) a été conduite en Chine chez 20 995 participants recrutés dans 600 villages entre 2014 et 2015. Ces villages



étaient tirés au sort, et, dans 300 d'entre eux, le sel de table et de cuisine était remplacé par un sel dit de régime ou substitut de sel (sel substitué), dans lequel 25 % du NaCl était

substitué par du KCl. Pour être inclus, les sujets devaient être hypertendus et, par ailleurs, soit âgés de plus de 60 ans, soit avoir un antécédent d'accident vasculaire cérébral (AVC). Étaient exclus les patients sous suppléments potassiques ou diurétiques épargneurs de potassium et les insuffisants rénaux sévères. Après un suivi de près de 5 ans, les résultats ont été spectaculaires : le taux d'AVC était réduit significativement, de 14 %, celui des événements cardiovasculaires de 13 % et la mortalité de 12 % dans les villages qui recevaient le sel enrichi en potassium. Cet effet était attribué par les auteurs à une diminution de PA systolique, de 3,34 mm Hg. En effet, cette baisse tensionnelle, bien que modeste en apparence, n'est pas négligeable, car il faut savoir qu'une diminution de PA systolique de 10 mm Hg permet de réduire le risque d'AVC d'environ 35 %. Des analyses urinaires

dans un sous-groupe de participants ont conduit à supposer que les bénéfices de l'intervention étaient plus vraisemblablement attribuables à l'augmentation des apports potassiques (qui sont passés de 36 à 57 mmoles par jour, soit 58 % d'augmentation) qu'à la diminution des apports sodés (qui sont passés de 187 à 172 mmoles par jour, soit 8,1 % de réduction). Notons que le choix de la Chine pour conduire cette étude (dont le financement était australien) n'était pas anodin, car les apports sodés moyens y sont très élevés et inversement pour les apports potassiques ; en outre, le sel consommé provient quasi exclusivement du sel de cuisine et de table, contrairement à des pays dont l'alimentation est ultra-transformée,

déjà salée par l'industrie agro-alimentaire, dans lesquels l'utilisation d'un sel modifié au domicile aurait un impact minimal sur la consommation réelle de sel. L'impact scientifique de cette étude a été majeur puisqu'elle a apporté la première démonstration du bénéfice d'une modification des apports sodés et potassiques sur les événements cardiovasculaires, et confirmé un effet sur la diminution de la PA. Elle a conduit à remettre au premier plan l'intérêt de l'augmentation des apports de potassium pour la santé cardiovasculaire. Le bénéfice tensionnel d'une alimentation riche en potassium avait pourtant déjà été montré par un grand nombre d'études depuis une quarantaine d'années, aussi bien par des modifications de régime que par des apports de potassium sous forme de compléments, ou enfin par des substituts de sel enrichis en potassium comme dans l'étude SAsS. Les méta-analyses de ces études interventionnelles sont également nombreuses et solides, et permettent de quantifier que, lorsque la supplémentation potassique permet d'atteindre des apports de 90 à 120 mmoles par jour, la réduction de PA systolique est de l'ordre de 7 mm Hg⁹. Le bénéfice de l'augmentation des apports potassiques est d'autant plus marqué que les sujets sont hypertendus et qu'ils consomment plus de sel.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMVT
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
621.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

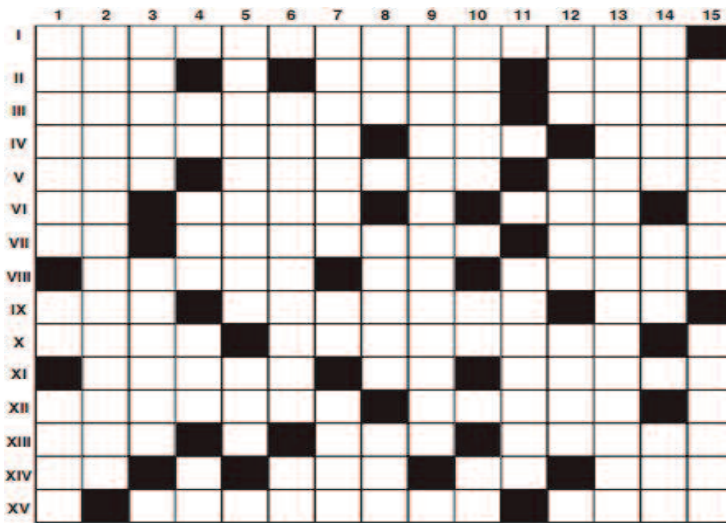
Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Cœur, Alger

020 10 23 68

Mots Croisés N°1303



HORIZONTALEMENT

1. Recueil poétique de Victor, de 1856 (Lus). 2. Celle pour le rétablissement de la statue d'Henri 4 date de 1819. Victoire napoléonienne. Connues. 3. De façon stricte. Dureté. 4. C'est celle de Roland. 5. Alcaïde toquique. Fin de journée. Source de l'Ornon. 6. Les Toulous en développement. Essayer. Tenu en mer. 7. Lettres de Juliette. Destin. Rapprocher à arch. 8. Initié. des prénom et nom de l'acteur des Hauts de Hurtevent. Juliette Drouot et Léonie Baud en ont été de belles. 9. Celui du Partisan domine toujours l'ancien emplacement des Feuillants. 10. Entrez dans la bataille. Fin de défilé. Un certain code. 11. Celle de Jersey accueille la famille Hugo le 5 Août 1852. Charles y est, aux côtés de Léopoldine, à Viregny. Neune jeune. 12. Commune des Pyrénées-Orientales. Gaieté musculaire. 13. Porté aux nues. Initiales du nom de Charles-Augustin, ami de Victor et d'Adèle. 14. 5. Place Royale sera celle des Hugo pendant 16 ans. Dans la Légende des Sidières, elle dure 5 jours entre Roland et Olivier. 15. Général audois. Fin Octobre. Célébrations. 16. Aux bords de la Seine. Léopoldine l'avait pris. dans son âge enfantin. Lieu de départ pour les enchaînés pour le bagne. Côte d'Azur. 17. La maîtresse de Victor pendant 50 ans. Saisons des vacances aux Roches.

VERTICALEMENT

1. Euphrasie, de son vrai prénom. En plein ciel. C'est le nom que donne Victor à Blanche Lavin, dans ses Carnets. 2. Recueil poétique de 1826. 3. Jean-Georges est celui d'Adèle 2. Charles Viergeux est celui de Victor et d'Adèle. 4. Fin de sœur. Celui de Larka, c'est ex-Ceylan. Dupé. Tel Victor au bain de mer. 5. Celui de Victor était en hauteur pour écorcher debout. Point besoin de cette drogue pour exalter notre homme. 6. Excentrique. Tête de prison. 7. Endroit. Tiro en tête. Il mérita sa retraite, après le Berceno. 8. Général américain qui brilla dans la campagne du Mexique. Ceux du d'Henri Hugo étaient solides. Ce qui fait l'honneur de Victor Hugo, en 1869. 9. Cette œuvre de 1872 raconte les douze mois de douleurs en tout genre (L.). 10. Victor aimait bien faire cela sur ses servantes. Deux lettres de Maurice. De de départ pour Cayenne. 11. Ce qu'était l'ami Louis Boulanger. 12. Se jette. Tel l'un des très anglo-normands. Gervaise en quelque sorte. 13. Qui Badinquet, ou Goustrape. 14. Victor avait le sien à l'hémicycle. Joli mois des roses pour mourir. Long temps. 15. Tel notre Victor qui ne promettait pas tant à sa naissance. Il aimait à les voir nues, autant que les pieds.

SOLUTION N°1302

HORIZONTALEMENT :

1. JEUX OLYMPIQUES. M. UP. BI. Allure. III. SALLE. STA. AERES. IV. TUTUS. ECOLE. Nc. V. AL. CENTRE. STO. VI. UE. AL. EFFORT. VII. PRINCES. 10. VIII. OR. Elle. Craie. IX. ROBES. Clément. X. PUC. AT. OTER. XI. STEM. DUCATI. INS. XII. IH. PIOLET. XIII. DECATHLON. NON. XIV. RECORD. EU. UNSS. XV. PESEE. TENTEE.

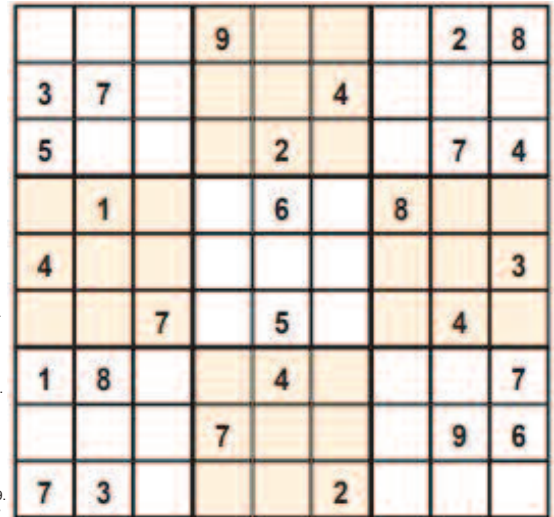
VERTICALEMENT :

1. JUSTAUCORPS. 2. EPAULE. ROUTIERE. 3. LT. BCHES. 4. LUCARNE. ACE. 5. OBESE. SA. CTOE. 8. LI. NE. TD. HR. 7. TacLe. LD. 8. MATERIEL. WC. 9. PLACE. SECAPNEE. 10. IL. LOTI. UN. 11. QUALIFICATION. 12. UREE. FORME. Ioue. 13. EER. SO. AERIENNE. 14. ENTRAIN. NT. 15. ASCOT. ETES. Psg.



RÈGLES DU JEU N° 1303

Remplir les carrés de la grille avec des chiffres de 1 à 9 de sorte qu'horizontalement et verticalement chaque ligne, chaque colonne et chaque bloc de 9 cases (3x3) contiennent tous les chiffres de 1 à 9.



SOLUTION N°1302

6	7	3	4	9	5	8	2	1
4	2	8	3	1	6	9	5	7
5	9	1	2	7	8	4	6	3
1	4	9	6	5	7	3	8	2
3	6	7	1	8	2	5	4	9
8	5	2	9	3	4	1	7	6
7	1	4	5	2	9	6	3	8
9	8	5	7	6	3	2	1	4
2	3	6	8	4	1	7	9	5

CHOISI LE BON CHEMIN



PHOTO DU JOUR



MOTS MÊLÉS

P	C	D	T	A	D	I	D	N	A	C	X	I	O	V
O	A	O	R	B	E	P	B	T	A	D	N	A	M	O
P	M	R	U	S	F	M	M	U	A	E	R	U	B	T
I	P	I	L	T	I	A	O	A	L	E	L	I	R	E
N	A	O	H	E	M	I	C	Y	C	L	E	U	T	R
I	G	L	I	N	M	R	P	R	O	M	E	S	S	E
O	N	O	I	T	C	E	L	E	T	T	I	T	S	C
N	E	S	E	I	T	M	N	E	A	L	E	E	I	O
E	R	I	D	O	G	M	G	T	S	G	N	L	E	N
H	B	D	U	N	E	A	U	N	A	A	T	E	G	S
P	M	R	A	V	R	R	A	D	T	I	T	C	E	E
A	A	R	R	F	C	G	N	E	O	U	R	T	T	I
R	H	R	F	S	O	O	U	R	P	E	S	E	R	L
A	C	U	T	L	S	R	D	E	B	A	T	U	A	O
P	S	T	S	I	E	P	D	N	I	T	U	R	C	S

ABSTENTION
BULLETIN
BUREAU
CAMP
CAMPAGNE
CANDIDAT
CARTE
CHAMBRE
CONSEIL
COUT
DEBAT
DEFI
DEPUTE
DROIT

ELECTEUR
ELECTION
ELIRE
FRAUDE
HEMICYCLE
ISOLOIR
LISTE
MAIRE
MANDAT
OPINION
PARAPHE
PARLEMENTAIRE
PARTI

PESER
PROGRAMME
PROMESSE
RANG
SCRUTATEUR
SCRUTIN
SENATEUR
SIEGE
SLOGANS
SONDAGE
SUFFRAGE
TOUR
VOIX
VOTER

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N°289

La phrase-mystère est : CINQ PAR JOUR

CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA COUPE ARABE FIFA 2025

GRANDIOSE !

Pp.14 et 15

TUNISIE	0
SYRIE	1

QATAR	0
PALESTINE	1



COUPE ARABE FIFA 2025 EGYPTTE - KOWEÏT
(AUJOURD'HUI À 15H30)

LES PHARAONS LANCENT LEUR TOURNOI FACE AUX BLEUS



Le Groupe C entre enfin en scène. Cette après-midi, l'Égypte affronte le Koweït pour ouvrir une poule où chaque point pèsera lourd. Coup d'envoi à 15h30 au Lusail Stadium, l'un des stades phares du tournoi. Sur le papier, les Pharaons partent favoris. Sur le terrain, ce premier match reste un piège classique, entre pression du statut et ambition d'un adversaire sans complexe.

L'ÉGYPTTE VEUT FRAPPER FORT D'ENTRÉE

Finaliste régulière des grands rendez-vous régionaux, l'Égypte aborde cette Arab Cup avec une mission simple : réaffirmer son statut de géant du football arabe. Il est vrai que l'Égypte dispute ce tournoi avec son équipe A' mais cela reste un effectif solide. Le sélectionneur égyptien parie sur des joueurs jeunes mais disciplinés, issus majoritairement du championnat local.

L'objectif de l'Égypte dans ce match est clair : prendre immédiatement le contrôle du groupe, éviter toute mauvaise surprise et envoyer un message aux concurrents directs. Le Lusail Stadium, théâtre de la finale du Mondial 2022, offre le décor idéal pour une entrée en matière ambitieuse. Les Pharaons n'ont généralement pas besoin de beaucoup de temps pour monter en température, mais leur efficacité dans les premières 30 minutes sera un indicateur majeur.

LE KOWEÏT VEUT CRÉER L'INCONFORT

De son côté, le Koweït arrive dans cette rencontre avec un profil bien différent, mais une motivation tout aussi forte. Qualifiés en battant solidement la Mauritanie



(2-0) lors du tour préliminaire, les Koweïtiens se présentent sans pression excessive et avec une volonté assumée : jouer pleinement leur chance. C'est sur le papier l'équipe la plus faible du groupe, mais les Bleus veulent s'affirmer et sortir avec un résultat positif. Le plan est clair : discipline, densité au milieu et exploitation maximale des contres rapides. Le Koweït sait que l'Égypte n'aime pas être bousculée par un pressing agressif et pourrait tenter d'imposer un rythme haché pour perturber les automatismes adverses. Offensivement, quelques individualités capables de briller en transition peuvent suffire à créer l'incertitude.

UN MATCH QUI EN DIRA BEAUCOUP

Si la hiérarchie semble établie sur le papier, l'enjeu psychologique domine ce premier choc. Pour l'Égypte, il s'agit de ne rien laisser au hasard et de démarrer la compétition sous les meilleurs auspices : un faux départ pourrait peser lourd dans un groupe aussi serré. Pour le Koweït — surnommé « Al-Azraq » (Les Bleus) — l'objectif est clair : prouver qu'il n'est pas là pour faire de la figuration, mais pour jouer crânement ses chances, surprendre et faire douter un grand du continent. L'atmosphère pourrait vite basculer dans l'intensité, ce qui ferait de ce match d'ouverture un test de caractère autant que de football. Plusieurs joueurs attirent l'attention et peuvent

faire la différence. Dans les rangs koweïtiens, un nom émerge : Mohammad Daham. Cet ailier rapide et percutant, capable de déstabiliser les défenses sur les ailes, représente l'un des espoirs offensifs de l'équipe. Son club, Kuwait SC, en fait une référence locale, et il pourrait incarner la carte offensive du Koweït contre l'Égypte. À l'inverse, pour les

Égyptiens, la pression repose sur une génération ambitieuse, consciente qu'un bon début est vital pour viser loin dans ce tournoi. La gestion du match, l'équilibre entre prudence et effet d'annonce, sera déterminante.

Le cadre ne se prête pas à l'à-peu-près : le Lusail Stadium promet une atmosphère bouillante, à la hauteur de l'événement. Dès l'entrée en scène, le décor est planté pour un premier jour qui pourrait déjà redistribuer les cartes du Groupe C. L'entame sera un révélateur : l'équipe qui saura allier rigueur, audace et sang-froid posera les bases de sa campagne. Si le Koweït a des raisons de s'accrocher, l'Égypte a l'occasion d'affirmer son statut. Dans tous les cas, le spectacle est promis — et chaque minute de jeu pourrait compter double.

G. S. E.

4 stars africaines prêtes à illuminer la compétition

Le football africain sera bien représenté dans la Coupe arabe FIFA 2025. Six nations africaines disputeront le tournoi, à savoir l'Algérie, le Maroc, le Soudan, les Comores, la Tunisie et l'Égypte.

ISLAM SLIMANI

Ne faisant plus partie des plans de Vladimir Petkovic, le sélectionneur de l'Algérie, le buteur historique des Fennecs renforcera les rangs de la sélection A' dans cette Coupe arabe. En 102 matchs internationaux disputés, Islam Slimani a marqué 46 buts et délivré 23 passes décisives.

ALI MAËLOUL

L'ancien d'Al Ahly sera le capitaine des Aigles de Carthage lors de la Coupe arabe FIFA 2025. Agé de 36 ans, Ali Maâloul a disputé 90 matchs avec la sélection tunisienne, couronnés de 3 buts et 11 passes

décisives.

ABDERRAZAK HAMDALLAH

Non retenu pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2025), le buteur d'Al-Shabab FC renforcera la sélection marocaine A' en Coupe arabe.

Le joueur de 35 ans compte à son actif 25 matchs avec les « Lions de l'Atlas », avec à la clé un bilan de 7 buts et 3 passes décisives.

MOHAMED ELNENY

L'ancien milieu d'Arsenal ne fait pas partie, lui aussi, des plans de l'Égypte pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2025).

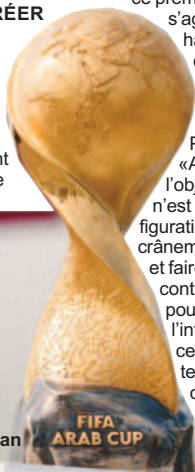
Il tentera de faire profiter son expérience à une sélection égyptienne bis qui vise un second sacre dans la Coupe arabe.

Le programme d'aujourd'hui

A 13h
Maroc - Comors

A 15h30
Égypte - Koweït

A 18h
Arabie Saoudite - Oman





CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DE LA COUPE ARABE FIFA 2025

UN SPECTACLE RICHE ET HAUT EN COULEUR

La onzième édition de la Coupe arabe (2e édition pour la Fifa) a officiellement débuté hier au Qatar par une cérémonie d'ouverture spectaculaire au stade Al Bayt, un événement ayant marqué le coup d'envoi d'une compétition qui se tiendra jusqu'au 18 décembre dans six stades ayant servi lors de la Coupe du monde Fifa 2022.

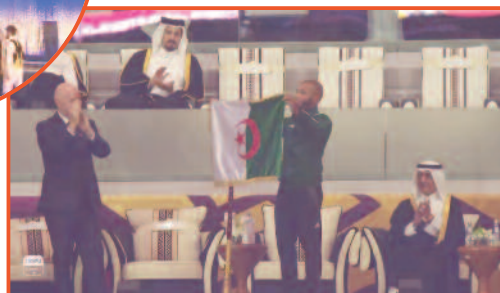
La cérémonie a été le fruit d'une vision créative et audacieuse, mobilisant des centaines de techniciens, d'artistes et de chorégraphes habillés des vêtements traditionnels de chaque pays participant à cette édition, pour célébrer la culture arabe inspirée des comptes des *Mille et Une Nuits* et inciter le nation arabe à s'unir pour bâtir un avenir radieux. Le stade Al Bayt, connu pour son architecture unique inspirée des tentes traditionnelles, a offert un cadre majestueux pour cet événement inaugural. Le point culminant de la soirée a été le match d'ouverture qui a suivi immédiatement la cérémonie, opposant le pays hôte, le Qatar, à la Palestine. Ce match a été précédé de la rencontre qui a opposé la Tunisie à la Syrie et qui s'est terminée par la victoire de la Syrie sur le score de 1 à 0 inscrit par le capitaine syrien Omar Kharbin sur coup front direct.

Ces deux rencontres ont lancé la phase de groupes, qui verra 16 équipes nationales s'affronter pour le trophée tant convoité. L'équipe nationale d'Algérie, tenante du titre de l'édition 2021, est également présente pour défendre son titre.

Plusieurs dignitaires, invités d'honneur et représentants des fédérations de football, dont le président de la Fifa, Gianni Infantino, et l'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al Thani, étaient présents pour l'occasion.

La compétition, organisée sous l'égide de la Fifa pour la deuxième fois, s'inscrit dans la continuité d'un tournoi historique pour cette fête footballistique de grande envergure. Les matchs sont retransmis gratuitement par plusieurs chaînes arabes, dont les chaînes nationales algériennes de l'EPTV qui transmettra tous les matchs, permettant à un large public de suivre l'intégralité du tournoi.

Omar Lazela



ALGÉRIE – SOUDAN (J-1 À 13H)

LES VERTS FIN PRÊTS POUR DÉFENDRE LEUR TITRE

La Coupe arabe Fifa 2025 est désormais lancée au Qatar ! Le tournoi, qui se poursuivra jusqu'au 18 décembre prochain, verra la sélection nationale des A', dirigée par Madjid Bougherra, faire son entrée, demain, à l'occasion de son premier match face au Soudan.

Les Verts, tenants du trophée, joueront dans le Groupe D aux côtés de l'Irak, Bahreïn et le Soudan. Le sélectionneur national Madjid Bougherra n'a jamais caché la détermination de son équipe à faire tout pour garder son titre, en dépit de la difficulté de la mission. « En tant que champions en titre, on sera attendus par tous nos adversaires, et ça ne sera pas facile, mais notre objectif reste de ne pas lâcher notre titre. On fera tout pour revenir cette fois encore avec la coupe », a-t-il réaffirmé avant même de mettre les pieds sur le sol qatari. La sélection nationale a posé ses bagages à Doha depuis samedi dernier. La délégation algérienne avait atterri de bon matin, aux alentours de 9 heures, avant d'aller rejoindre son quartier général. Sans perdre de temps, le premier groupe arrivé avait effectué une première séance d'entraînement le jour même, en fin d'après-midi. La séance, qui s'est tenue sur l'une des pelouses du complexe d'entraînement d'Al Eglal, dans la ville de Lusail, a été principalement consacrée au travail technico-tactique, en présence de 17 joueurs, en attendant que le groupe soit complété. Mohamed Amine Tougaï, Victor Lekhal, Réda Helaimia, Abdelkader Bedrane et le gardien de la JSK Mohamed Idr Hadid avaient démarré le travail avec le groupe avant de basculer vers un programme spécifique. De son côté, Yassine Brahimi s'était limité à quelques tours de piste

avant de conclure par des exercices d'étirement, détaille la FAF dans une communication. Le lendemain dimanche, la sélection a effectué une nouvelle séance d'entraînement qui a débuté aux environs de 16 heures sur la pelouse n°3 du complexe d'entraînement d'Al Eglal. Elle a été consacrée au travail tactique. Le sélectionneur national, Madjid Bougherra, avait déjà commencé à dessiner les contours de l'équipe qui devrait débiter la première rencontre de demain. À noter la participation d'Ismail Slimani, arrivé la veille au soir à Doha. De son côté, Yacine Brahimi poursuivait son programme d'entraînement spécifique, tandis que Sofiane Bendebka avait rejoint le lieu du regroupement dans la soirée. La séance s'est déroulée dans une ambiance bon enfant. Les Sayoud,

Berkane et autres Atal, Bedrane... s'en sont donné à cœur joie, avec un sourire gros comme ça. Hier, Bougherra devait avoir tout le monde à disposition, mis à part Brahimi autour duquel plane l'incertitude, pour entamer sa mise en place. La séance d'aujourd'hui devrait être consacrée exclusivement au technique et au schéma tactique à adopter demain. C'est à 13 heures (heure algérienne) que la sélection nationale fera son entrée en lice dans ce tournoi face au Soudan, au stade Ahmad Ben Ali à Doha.

Adam Ounas, le milieu offensif, sociétaire d'Al Saliya qui s'exprimait en marge d'un entraînement résumé, en tout cas, l'ambiance très sereine et la détermination du groupe à aller au bout du challenge. « L'environnement est agréable, on a un bon effectif, il y a beaucoup de qualité. On va prendre les matchs un par un, avec la victoire au bout inch'Allah, je pense qu'on va bien s'amuser », a-t-il confié au micro de l'instance fédérale.

Djaffar C.



**TEGUCIGALPA -**

Les électeurs du Honduras ont été appelés dimanche dernier à choisir entre la continuité d'un gouvernement de gauche ou le retour de la droite, dont un candidat à la présidence est soutenu par Donald Trump, qui s'est immiscé dans l'examen.

NOUAKCHOTT -

Cent quarante-et-une personnes migrantes, originaires de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et dont l'embarcation clandestine dérivait, ont été secourues dimanche dernier au large des côtes mauritaniennes, selon des sources officielles.

MEXIQUE -

Le gouvernement mexicain a annoncé dimanche dernier que l'armée avait abattu un homme accusé de trafic de fentanyl et de cocaïne, dont les Etats-Unis réclamaient l'extradition.

NEW YORK

(Nations unies) -

Le Programme alimentaire mondial a déclaré que des millions de personnes au Soudan "restent isolées" et sont confrontées à "une famine catastrophique" en raison du conflit armé qui se poursuit depuis plus de deux ans et demi dans le pays.

KHARTOUM -

L'armée soudanaise a poursuivi sa progression dans les Etats du Kordofan du Nord et du Kordofan de l'Ouest dans le sud du pays, après avoir lancé des attaques contre des positions des Forces de soutien rapide (FSR) le long de l'axe El-Obeid, El-Khauwei, Al-Nahud, ont rapporté dimanche dernier des sources militaires citées par des médias.

EN VISITE À L'ISSUE DE SA MISSION EN ALGÉRIE LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT AMBASSADRICE DE LA RÉPUBLIQUE DE SERBIE

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, hier, Mme Ana Petkovic, ambassadrice de la République de Serbie, qui lui a rendu une visite d'adieu à l'issue de sa mission en Algérie. Ont assisté à la

rencontre M. Boualem Boualem, directeur de cabinet de la Présidence de la République, ainsi que M. Ammar Abba, conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires diplomatiques.



LORS D'UNE SÉANCE PLÉNIÈRE LE TEXTE DE LOI DE FINANCES 2026 PRÉSENTÉ AU CONSEIL DE LA NATION

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté hier, devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi de finances pour l'année 2026, lors d'une séance plénière présidée par M. Azzouz Nasri, président du Conseil, en présence de membres du gouvernement. Le ministre a expliqué, lors de sa présentation devant les membres du Conseil, que le nouveau texte vient renforcer la performance de l'économie nationale, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures qui connaissent un essor qualitatif qu'il convient de valoriser. Selon le texte de la loi de finances, le budget des dépenses de l'Etat s'élève à 17.636,7 milliards de dinars (mds DA) en 2026, tandis que les recettes budgétaires devraient



atteindre 8.009 mds DA durant la même année. Le nouveau texte de loi, adopté par les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) le 18 novembre, a été élaboré sur la base d'un référentiel de prix du baril du pétrole

de 60 dollars, et de 70 dollars pour le prix estimatif de marché du baril. Les recettes pétrolières inscrites au budget devraient atteindre 2697,9 mds DA en 2026. Concernant le taux de croissance économique, il est prévu qu'il atteindra 4,1 % l'année prochaine, avant de s'élever à 4,4 % en 2027 puis à 4,5 % en 2028, selon M. Bouzred, soulignant que ces estimations prennent en compte l'évolution de la situation économique nationale et internationale, notamment les résultats attendus des secteurs hors hydrocarbures. S'agissant du volet législatif, le ministre a rappelé que le texte prévoyait une série de mesures visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, à soutenir l'économie et à encourager l'investissement.

LA 49^e CONFÉRENCE DE L'EUCOCO CLÔT SES TRAVAUX UN APPEL SOLENNEL À LA FRANCE POUR DÉFENDRE LES DROITS DU PEUPLE SAHRAOUI

Les travaux de la 49^e conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) se sont achevés samedi après-midi à Paris, avec l'adoption d'une déclaration finale appelant la France à défendre pleinement les droits fondamentaux du peuple sahraoui au sein des institutions internationales.

Dans ce document, lu par le président de l'Eucoco, Pierre Galand, les participants estiment que la France doit « porter haut et fort, au sein des institutions européennes, du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU, les règles du droit international et les droits fondamentaux du peuple sahraoui ». Selon la déclaration, Paris, aux côtés de l'Espagne, pourrait contribuer à pousser le Maroc à mettre fin à son occupation du Sahara occidental.

La conférence a également pris acte de la résolution 2797 du Conseil de sécurité, adoptée le 31 octobre dernier, tout en dénonçant



« l'interprétation tapageuse » qu'en a fait le Maroc. Les participants rappellent que cette résolution confirme le mandat de la MINURSO, reconnaît le Front Polisario comme seul représentant légitime du peuple sahraoui, et réaffirme que l'ONU doit mener à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable, garantissant l'autodétermination du peuple sahraoui conformément à la Charte des Nations unies. La déclaration critique en outre

« les manœuvres dilatoires » de la Commission européenne, accusée de vouloir imposer un accord de partenariat avec le Maroc en contradiction avec l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui considère le Sahara occidental et le Maroc comme deux territoires distincts. Les participants affirment par ailleurs leur soutien aux syndicats paysans ayant dénoncé ces démarches, qu'ils estiment contraires aux intérêts des citoyens européens et fondées sur un modèle commercial néolibéral « dépassé » et nuisible à l'environnement. Face aux violations continues des droits humains dans les territoires occupés, la Conférence exige « la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis », ainsi que l'accès des observateurs et organisations internationales aux zones sous occupation marocaine. L'Eucoco appelle à une large mobilisation publique en Europe à l'occasion des cinquante ans de l'occupation du Sahara occidental, et au renforcement des alliances avec les luttes des autres peuples soumis à la colonisation.

Cheklat Meriem

LE DÉNI DU DROIT LÉGITIME DES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION L'ESSENCE INTRINSÈQUE DU COLONIALISME

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, M. Mohamed Yeslem Beisat, a affirmé, dimanche dernier à Alger, que l'occupation des terres et le déni du droit légitime des peuples à la vie et à l'autodétermination est l'essence intrinsèque du colonialisme, quelles que soient ses justifications ou ses affiliations continentales. S'exprimant lors de sa participation à une session ministérielle de haut niveau, organisée dans le cadre de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique, tenue au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal,

le ministre sahraoui a expliqué que le colonialisme est une "idéologie fondée sur le déni de l'existence de l'autre, l'ignorance du droit international et la cupidité", soulignant que "l'occupation des terres et le déni du droit légitime des peuples à la vie et à l'autodétermination est son essence intrinsèque". "Les puissances coloniales ont toujours tenté de présenter leur colonialisme comme un projet civilisateur et de progrès (...) ou en avançant des prétextes de sécurité nationale, comme c'est le cas dans différentes régions du monde", a-t-

il ajouté, réaffirmant que "le colonialisme, qu'il provienne d'Europe, d'Afrique ou d'ailleurs, a pour véritable objectif "la convoitise des ressources naturelles et l'exploitation des peuples et de leurs capacités". Il a rappelé que "le colonialisme sévit encore dans plusieurs régions du monde, notamment en Afrique et dans les Caraïbes", dénonçant le non-respect des grandes puissances "de leurs engagements relatifs à la décolonisation, et même les tentatives de certaines d'entre elles d'entraver ce processus et le prolonger".

Dans ce contexte, le ministre sahraoui a souligné que les luttes du peuple algérien et la glorieuse Révolution de Novembre ont eu un rôle prépondérant "dans l'accélération de l'indépendance de nombreux pays africains et l'adoption par les Nations unies de la résolution 1514 portant Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, laquelle constitue un document historique dans le processus visant à mettre un terme à la domination coloniale".